

La Conférence d'information de la S.F.I.O.

Profitant du creux actuel de la situation et de son caractère peu clair pour beaucoup, Guy Mollet a réussi, au cours de la Conférence d'information de la S.F.I.O. qui s'est tenue le 6 juillet, à écarter pour l'immédiat les menaces qui pèsent sur lui et l'équipe pro-gaulliste au sein du Parti Socialiste (1).

Chez beaucoup de militants et de parlementaires socialistes règne sans doute l'impression qu'en dépit de la violence des heurts qui se sont produits lors de l'investiture de de Gaulle, le Parti Socialiste va réussir à maintenir son unité sous le régime du général républicain. Mais entre ces vœux et l'évolution réelle (bien que masquée au maximum) du régime et ses objectifs à plus longue échéance, il y a un fossé que la réalité ne tardera pas à montrer dans toute sa profondeur.

Au fur et à mesure où la marche de de Gaulle vers l'affermissement de son pouvoir personnel, de sa dictature militaire et policière va s'effectuer, les mêmes problèmes qui ont divisé le P.S. durant la dernière semaine de mai vont se poser à nouveau et avec une acuité multipliée. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si, d'accord sans doute avec de Gaulle, Mollet a soigneusement maintenu son parti dans l'ignorance de la prochaine nomination de Soustelle, avant la tenue de la Conférence. Il cherche à gagner du temps en maintenant autant que possible son parti sous le chloroforme. Mais les faits sont têtus et ne tarderont pas à déchirer le rideau peu consistant des désirs et des illusions.

Malgré le caractère atténué des polémiques qui ont eu lieu à la Conférence d'information, il est symptomatique de noter que plusieurs interventions ont tourné autour du problème de la

(1) Voir notre article dans le numéro 85 de « La Vérité des Travailleurs », 2^e Quinzaine de juin.

guerre civile évitée ou seulement différée. Sans l'arrivée de de Gaulle, a dit Guy Mollet, on aurait eu une « guerre d'Espagne sans armée républicaine » et une dictature militaire pour vingt ou trente ans. Il est regrettable que ce soit le journal bourgeois « L'Express » qui se charge d'expliquer au « socialiste » Guy Mollet qu'au moment du déclenchement de la rébellion franquiste l'Espagne n'avait pas non plus d'armée républicaine, que les commandants des treize régions militaires de la péninsule ne répondirent à aucun des appels du ministre de la guerre, étant tous franquistes et que « les premiers soldats républicains avaient pour uniforme des bleus de travail » ! Et d'ici très peu de temps la réalité de la situation empêchera Guy Mollet de continuer à se vanter d'avoir par sa trahison écarté la dictature militaire.

D'autres socialistes, comme Félix Guoin ou Daniel Mayer pensent que la guerre civile est toujours contenue en germe dans la situation.

En réalité, si rien ne venait secouer l'actuelle apathie politique qui règne dans le pays, de Gaulle pourrait espérer franchir comme il a franchi l'étape de sa venue au pouvoir, celle de la consolidation de ce pouvoir personnel de dictature militaire et policière... dont une des premières tâches serait la suppression progressive des possibilités d'action des organisations comme le Parti Socialiste ou même de ces organisations en tant que telles.

De plus en plus, les militants de la classe ouvrière et ceux du Parti Socialiste qui prennent et prendront conscience de l'inéluctabilité de cette évolution, devront (contre tout désir illusoire de maintien d'une unité que les événements de la dernière semaine de mai ont sapée dès maintenant à la base) s'organiser pour susciter la résistance des travailleurs et des classes moyennes de ce pays, groupées autour de leurs

comités antifascistes, jusques et y compris leur contre-offensive victorieuse dans la guerre civile qui leur sera alors imposée par les forces de la réaction, de l'armée et de la police du régime.

Des gaullistes « de gauche »

Les reclassements s'opèrent depuis la fin de la IV^e République. Et à quelque chose malheur est bon. Certains personnages ou certaines équipes montrent leur vraie couleur.

Nous avons déjà signalé que « la Nation socialiste » de Hervé-Lecœur qui ne cachait pas jusqu'alors ses sympathies pour Guy Mollet de préférence à la minorité socialiste, n'avait rien à dire sur l'attitude de Guy Mollet dans la crise qui aboutit à l'arrivée de de Gaulle au pouvoir. Maintenant les choses sont encore plus claires. Une déclaration signée de Lecœur, Zeller, la catholique Claude Gérard..., les place dans le clan de ce qu'on appelle « les gaullistes de gauche ». Nous ne chicanerons pas sur le terme de « gauche », il sert à tant de choses dans la politique française. De toute façon, on peut savoir maintenant où est exactement « la Nation socialiste », sans avoir à procéder à une étude serrée de son contenu.

« QUATRIEME INTERNATIONALE »

Au Sommaire du N° de Juillet 1958 de

EDITORIAL: Leçons d'une défaite.

NOTES EDITORIALES: L'assassinat d'Imre Nagy. — Les fausses excuses de Gomulka. — Le soulèvement au Liban. — La dépression s'étend. — Après les élections italiennes. — Victoire de la droite en Belgique. — La question cypriste dans l'impasse. — Lutttes ouvrières en Grande-Bretagne.

E. GERMAIN: Le nouveau programme des communistes yougoslaves.

PIERRE FRANK: Les partis ouvriers français pendant la crise de mai 1958.

M. K.-J. A. : L'unité de l'Orient arabe.

Fr. CANAS: « A la porte Nixon », cri de guerre anti-impérialiste.

EMILIO PRATTI. — La candidature allemande ouvre la voie pour imposer un gouvernement P.C.-P.S. au Chili.

MICHEL PABLO. — Vingt ans de la IV^e Internationale (III).

P. RICHARDS. — La troisième exécution de la Commune hongroise.

LEON TROTSKY: Les notes de Fr. Engels sur la guerre de 1870-71.

Les livres. — A propos du 200^e anniversaire de Robespierre. — L'Afrique révoltée, d'A. Tevoedjre. — Un homme de trop, de J.-P. Chabrol. — La révolte du 13 mai, de A. de Sérigny. — Demain la République..., de M. Duverger.

Documents. — Déclarations du Secrétariat International de la IV^e Internationale: contre la dictature imminente en France; sur l'arrivée de de Gaulle au pouvoir; sur la voie de Staline. — De la crise actuelle au gouvernement ouvrier et paysan (Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie).

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale: Japon. — Ceylan. — Bolivie. — Grèce.

Le N° de 96 pages: 200 francs. — C. C. P. Pierre FRANK 12648-46 Paris, 64, Rue de Richelieu.

Le regroupement politique de la bourgeoisie française après la chute du régime parlementaire

Inutile de rappeler les plaisanteries sur les nombreux groupes, sous-groupes, tendances et sous-tendances qui partageaient les députés de l'Assemblée nationale, sans parler du fait que chacune de ces subdivisions se trouvait elle-même divisée sur chaque vote.

C'était là un reflet de l'extraordinaire poids de la petite bourgeoisie dans la vie politique de la France, à un moment où une série de transformations économiques importantes s'étaient effectuées udepuis la Libération, où s'opérait donc de grands regroupements sociaux en raison de ces transformations, des couches sociales étant entraînées, d'autres étant frappées par elles.

L'arrivée au pouvoir de de Gaulle ne jouera pas seulement sur la question algérienne, mais aussi sur l'ensemble de ce mouvement, plus particulièrement en contribuant à donner une nouvelle structure politique à la bourgeoisie.

Aussi assiste-t-on à présent à divers efforts de la part du personnel politique de la IV^e République pour établir cette nouvelle structure. Nous laissons de côté les éléments du type Mendès-France et Mitterrand, qui n'ont pas de visées immédiates, mais qui font plutôt un placement à plus long terme, pour que la chute de la dictature ne laisse pas le terrain aux seuls partis ouvriers et pour que la bourgeoisie y ait des porte-parole.

Les autres groupes commencent à effectuer des regroupements immédiats en vue du referendum et des élections qui doivent suivre celui-ci. Pour le moment, des facteurs d'inertie, d'intérêts personnels, de positions acquises jouent encore considérablement, et il est prématuré de prédire ce

que sera le nouvel échiquier politique de la bourgeoisie.

A l'extrême-droite, il y a un pullulement de groupes fascistes et une décantation se produira certainement parmi eux.

Les indépendants paraissent avoir la prétention de continuer à regrouper la droite classique, les représentants les plus directs de la grande industrie, du haut commerce, de la banque...

Les deux formations qui paraissent les plus menacées sont celles qui étaient le plus hétéroclites, le M.R.P. et les radicaux.

Bidault s'efforce de monter une organisation de droite catholique. Peut-il y réussir? Un des obstacles à une telle opération est que la grande bourgeoisie française n'éprouve pas tellement le besoin d'une grande organisation à caractère confessionnel. On peut en outre observer que le clergé, qui s'était largement engagé lors du régime Pétain, évite de se compromettre directement dans le régime de Gaulle, ce qui ne veut pas dire qu'il ne lui est pas sympathique.

Du côté des radicaux, on penche vers une organisation axée sur le centre-gauche à la place des divers groupes radicaux, U.D.S.R., etc..., et laissant de côté le noyau mendessiste.

Nous n'en sommes pour le moment qu'aux premières évolutions de ce monde politique et il est vraisemblable que c'est dans le dernier trimestre de 1958 que l'on pourra y voir plus clair. Il faut également ne pas oublier que, même si certaines étiquettes ne changent pas, de nouveaux rapports vont se créer entre ces formations politiques et le pouvoir.